Ce décret tire les conséquences des dernières augmentations du SMIC (+ 2,1% au 1er décembre 2011 et + 0,3% au 1er janvier 2012) en relevant le minimum de traitement des fonctionnaires qui est porté à l'indice majoré 302 (indice brut 244), ce qui représente une rémunération mensuelle brute de 1398,35 €. Le gain pour un agent rémunéré à ce niveau sera de 32,41 € brut mensuel, soit un montant brut annuel de 388,92 €.

Par ailleurs, afin d'éviter que la hausse du minimum de traitement n'annule la progression du bas de la grille des rémunérations, des points d'indice majoré sont attribués selon de nouveaux seuils. Cette mesure doit bénéficier à près d'un million d'agents en activité. Elle représente pour les employeurs publics une dépense en année pleine de l'ordre de 562 M€. L'alignement au 1er janvier 2012 du minimum de traitement de la fonction publique sur le salaire minimum de croissance sera pleinement réalisé par la combinaison des dispositions du présent décret et de celles du décret du 2 août 1991 instituant une indemnité différentielle en faveur de certains personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

Le décret publié au JORF du 12 janvier 2012

SPORT

Sport et mobilité - Les rencontres nationales du Vélo

Les « *Premières Rencontres Nationales du Vélo* » vont avoir lieu le jeudi 26 janvier 2012 à l'Assemblée nationale. Le 13 juillet 2011, Thierry Mariani, ministre chargé des Transports, a établi un groupe de travail aux fins de proposer un plan vélo national devant guider l'action de l'État dans ce domaine. Présidé par Philippe Goujon, député-maire du 15ème arrondissement de Paris, ce groupe de travail doit présenter des propositions de développement des professionnels du vélo, ce groupe de travail doit présenter des propositions de développement avec le coordinateur interministériel pour le développement de l'usage de la bicyclette en France », notamment des propositions formulées dans le rapport de Br

En ce début d'année 2012, Dominique Lebrun, inspecteur général de l'équipement, vient d'ailleurs de succéder à Hubert Peigné à ce poste (cf. le décret du 28 décembre 2011). Les premières rencontres nationales du vélo se tiendront à la salle Victor Hugo, Immeuble Chaban-Delmas (101 rue de l'Université - Paris 7e).

Le programme de la journée est le suivant :

09h30 - introduction

09h45 - table ronde Le vélo : un enjeu social

11h15 - table ronde Le vélo : un enjeu économique et touristique

12h30 - buffet déjeunatoire

14h00 - table ronde Le vélo : un enjeu d'aménagement urbain et de mobilité

16h00 - conclusions et présentation du Plan national Vélo

Pour des raisons de sécurité, une pièce d'identité sera exigée à l'accueil lors de l'arrivée.

Inscription sous réserve des places disponibles avant le 20 janvier 2012.

www.rencontresnationalesduvelo.org

ECONOMIE

Apprentissage - Alternance - Les jeunes ont enfin le statut d'étudiant !

Le 19 décembre dernier, la ministre de l'Apprentissage et de la Formation professionnelle a lancé la carte étudiant des métiers pour l'ensemble des alternants âgés de moins de 26 ans, qu'ils soient en apprentissage ou en contrat de professionnalisation. La carte des métiers leur donne le statut d'étudiant et un accès à des réductions tarifaires. Une avancée que salue la FVM qui demande, et ce de longue date, que ces jeunes aient le statut d'étudiant et soient comptabilisés comme tels par le ministère de l'Enseignement supérieur, au même titre que leurs homologues des universités, STS ou autres écoles d'ingénieurs. Créée par la loi du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance professionnelle, la carte étudiant des métiers est délivrée depuis janvier par les C

S'il y a rupture de contrat, l'apprenti ne bénéficiera plus de son statut d'étudiant et devra rendre sa carte.

Restaurant universitaire, logement social étudiant, tarifs réduits au cinéma, au théâtre et pour les activités sportives sont désormais accessibles à tous les alternants de moins de 26 ans. Valable durant toute la durée du contrat, la carte des métiers leur réserve les mêmes droits et les mêmes réductions tarifaires qu'aux étudiants de l'enseignement supérieur.

Atout essentiel pour l'emploi des jeunes, l'alternance dispose d'un point fort : à l'issue de leur formation, 80 % des jeunes trouvent un emploi.

Fin 2010, 564 000 personnes étaient en alternance : 414 000 en apprentissage et 150 000 en professionnalisation. En 2011, près de 100

000 nouveaux contrats de professionnalisation ont été enregistrés, et près de 90?000 nouveaux contrats d'apprentissage. Plusieurs mesures ont été mises en place afin d'inciter les entreprises à embaucher des jeunes. Grâce à la mesure « zéro charge alternant », les entreprises de moins de 250 salariés qui embauchent un alternant supplémentaire bénéficient d'une exonération totale de charges sociales sur cette embauche pendant six mois.

Cette aide, qui devait se terminer le 31 décembre a été prorogée jusqu'au 30 juin 2012 par le décret n° 2011-1971 du 26 décembre 2011.

Concernant le financement des formations en apprentissage, les nouvelles conventions d'objectifs et de moyens (2011-2015), signées entre l'État et les Régions, établissent un principe de parité. Là où l'État affecte 1€ à l'apprentissage, les Régions doivent, elles aussi, financer à la même hauteur. Plus de quatorze régions ont déjà signé les conventions avec la ministre.

ECONOMIE

Étudiants étrangers

Une circulaire complémentaire sur l'accès au marché du travail des diplômés étrangers de niveau au moins équivalent au master, destinée à compléter et préciser la circulaire du 31 mai 2011, a été signée le 12 janvier dernier. Tenant compte des élus, de l'immigration et des besoins

ECONOMIE

Aide à la création d'entreprises innovantes - Ouverture des inscriptions au concours national

Le ministère de l'Enseignement supérieur a lancé, le 5 janvier, la 14e édition du concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes. Date limite de dépôt des candidatures : le 29 février 2012.

Organisé par le ministère, en partenariat avec OSEO, ce concours national poursuit trois objectifs principaux? : faire émerger des projets de création d'entreprises de technologies innovantes ; soutenir les meilleurs d'entre eux ; et faciliter leur maturation grâce à une aide financière et un accompagnement adapté.

Deux types de projets de création d'entreprises peuvent être présentés :

- Les projets « en émergence » nécessitant encore une phase de maturation et de validation technique, économique ou juridique. Les lauréats reçoivent une subvention d'un montant maximum de 45 000 €.
- Les projets « création-développement », plus avancés, dont la faisabilité économique et juridique est établie et pouvant donner lieu, à court terme, à une création d'entreprise. Les lauréats reçoivent une subvention maximum de 450 000 €.

Quel que soit leur stade d'avancement, les projets doivent prévoir la création d'une entreprise sur le territoire français et s'appuyant sur une technologie innovante.

Une information à diffuser largement dans tous les territoires !

ECONOMIE

SDCI - L'AMF demande que l'engagement du gouvernement soit respecté

La proposition de loi déposée par Jacques Pélissard, député-maire de Lons-le-Saunier et président de l'AMF, et visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale sera examinée par la commission des lois de l'Assemblée nationale le 25 janvier prochain. « Il est ensuite indispensable qu'elle puisse être examinée par les deux chambres et définitivement adoptée avant la fin de la législature » (prévue début mars) indique l'AMF dans un communiqué, adressé hier, lundi 16 janvier. D'ici l'adoption définitive de ces mesures, le président de l'AMF considère qu'il est nécessaire, c'est-à-dire aujourd'hui dans les 33 départements où le schéma intercommunale n'a pas été arrêté le 31 décembre 2011, la concertation se poursuit au sein des commissions départementales de coopération intercommunale (CDIC) puissent exprimer leur avis.

Dans ce communiqué de presse, Jacques Pélissard a fait savoir qu'il a adressé un courrier au ministre des Collectivités territoriales pour «alerter sur le cas d'un département où le préfet vient de décider d'arrêter le périmètre des communautés sans possibilité d'amendement, ni même d'avis formel des élus de la CDIC!».

ECONOMIE

Pour le logement, l'industrie et le rattrapage économique il ne faut pas se tromper de cible : les bassins de vie des villes moyennes doivent continuer à

investir

Avec la dégradation de la notation de la France par Standard & Poor's et les perspectives négatives portées sur plusieurs pays de la zone euro, nous sommes bien obligés de reconnaître que la limitation de l'endettement public est une priorité, mais il faut rappeler à l'État l'importance de ne pas se tromper de cible. Le Chef de l'État a dernièrement souligné la rigoureuse des effectifs de la fonction publique, les déficits publics conduit à une limitation de dépenses des collectivités locales, semblant désigner celles-ci.

S'il existe des marges de manœuvre dans l'amélioration de la gestion locale, les maires et présidents de leurs intercommunalités n'ont pas attendu ces bons conseils pour mettre en œuvre, il y a déjà plusieurs années, les actions d'économies qui s'imposent dans leur gestion. Les services gérés ou non en direct, l'effort d'intégration, la richesse fiscale, ou encore les charges de centralité, aboutissent toutefois à tenir compte de différences objectives de situation qui n'impliquent pas des réponses uniformes.

Traversant une crise économique déstabilisante pour leurs bassins de vie à dominante industrielle, crise accentuée par l'absence préoccupante de financements extérieurs de court terme (crédits bancaires, raréfaction des subventions d'équipements), nous souhaitons clarifier avec les pouvoirs publics, le schéma futur du financement de nos investissements.

Ce sujet est essentiel pour nos agglomérations, également pour l'avenir économique et l'emploi de la construction, du bâtiment et des travaux publics.

Au-delà du moratoire sur les normes décidé l'été 2010 par le Gouvernement et jamais appliqué, il est nécessaire d'entendre aussi qu'il existe des rigidités structurelles et des domaines de compétences (accessibilité, environnement, performance énergétique, encadrement petite enfance, sécurité, statut FPT...) où ces collectivités se voient imposer par l'Etat sans cesse des nouvelles dépenses qu'elles ne maîtrisent plus.

Christian Pierret
Ancien ministre
Maire de Saint-Dié-des-Vosges
Président de la FVM

ECONOMIE

Agenda

25 janvier 2012 Paris - 14h à 17h30

Séminaire de formation, organisé en partenariat par le GART et la FVM avec le soutien du Groupe RATP, sur le thème :

« Les délégations de service public en France »

7 mars 2012

Paris

Conseil d'administration de la Fédération des Villes Moyenne

8-9 mars 2012

Barcelone

Séminaire de travail sur la gestion de l'eau et les déchets

15 mars 2012

Paris - 9h - 13h

2ème Rendez-vous de l'intelligence locale : « Faire face à la crise financière internationale »

1ère plénière • Décryptage macroéconomique de la crise du système bancaire

2ème plénière • Comment répondre aux besoins de financements des collectivités locales ?

ECONOMIE

Contacts Innovation

Contacts Innovation sont des rendez-vous organisés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche tout au long de l'année pour favoriser le lien entre les différents acteurs de l'innovation : laboratoires publics, entreprises, investisseurs... Tout au long de l'année, à raison d'une dizaine de séances par an, Contacts Innovation réunit les acteurs publics et privés de l'innovation autour d'une thématique précise, pour susciter des projets de recherche collaboratifs et partenariaux, accélérer le transfert de technologie issus de la recherche publique vers les entreprises.

La deuxième session Contacts Innovation vient de se dérouler le 17 janvier sur le thème : Technologies numériques et robotique.

Chaque session réunit environ 300 spécialistes de l'innovation.

Au programme : des rencontres individuelles entre porteurs de projets et investisseurs, et des ateliers de présentation des brevets et des besoins industriels. Objectif : faire connaître et se rencontrer les nouveaux acteurs de l'innovation, multiplier les passerelles et les opportunités de collaboration public-privé.

Edité par Villes de France
94 rue de Sèvres - 75007 Paris
Tél. : 01 45 44 99 61
<http://www.villesdefrance.fr>
© O.U. © Fotolia

Directeur de la publication
Gil Avérous
Directeur délégué
Jean-François Debat

Rédacteur en chef
Guillaume Ségala
Rédaction
Armand Pinoteau, Margaux Beau, Arthur Urban, Anaëlle Chouillard
Secrétariat
Anissa Ghaidi